

[< retourner](#) | [imprimer](#)

LE JOURNAL FRANÇAIS DES ÉTATS-UNIS

FRANCE-AMÉRIQUE

L'économie française vue par la journaliste Sophie Pedder



Bridgeman/REUTERS/AFP

Bridgeman/Reuters/AFP

Vincent Dozol
11 mars 2013

Sophie Pedder est la chef du bureau parisien du magazine britannique *The Economist*, célèbre pour ses couvertures provocatrices sur l'état de l'économie française. Dans son dernier livre, elle juge sévèrement les finances de la France et appelle de ses vœux une prise de conscience rapide. A l'invitation de la French-American Foundation, elle a présenté ses arguments lors d'une conférence le 5 mars à New York.

Sophie Pedder est l'auteur du livre *Le Déni Français, les dernier enfants gâtés de l'Europe*, paru en septembre 2012 en France. Pendant la dernière campagne présidentielle, elle a coordonné un dossier de *The Economist*, dont la une avait provoqué une polémique. Le tableau *Déjeuner sur l'herbe* de Manet y était détourné, avec l'incrustation des visages de Nicolas Sarkozy et de François Hollande. La France, "dans le déni", se préparait à l'élection "la plus frivole de l'Ouest", selon l'hebdomadaire libéral. En novembre dernier, le journal a récidivé en publiant un nouveau dossier sur la France, "bombe à retardement de l'Europe". Pour l'illustrer, un drapeau français sangle des baguettes de pain, qui symbolisent un bloc de dynamite, avec une mèche allumée.

Un appel à la prise de conscience

Après l'élection de François Hollande, la journaliste britannique a souhaité prolonger les idées développées dans le magazine. Le livre de Sophie Pedder décrit une situation française alarmante (endettement dangereux, taux de chômage durablement élevé, balance commerciale négative) et appelle à une prise de conscience. La France est un pays exceptionnel dans bien des domaines : "C'est magnifique. Mais ce n'est pas soutenable, car la France s'offre un système suédois avec des finances publiques plus proches de celles de L'Espagne."

La journaliste rappelle quelques réalités budgétaires, fiscales et sociales, qui méritent d'être davantage mises en avant dans le débat public. Aucun budget en équilibre n'a par exemple été adopté depuis 1974. La journaliste dénonce aussi l'illisibilité de la fiche de paie ou le versement des allocations familiales sans prendre en compte le niveau de revenu du foyer. Pour elle, le système d'indemnisation du chômage n'est pas égalitaire lorsque l'on autorise un cadre supérieur licencié à toucher directement le plafond (6 000 euros par mois) pour lui éviter une rupture dans son standard de vie. Enfin, Sophie Pedder souligne que les jeunes sont les premières victimes de la situation de crise.

A la recherche d'un nouveau modèle économique

Sophie Pedder se garde bien d'opposer le Royaume-Uni ou les Etats-Unis au modèle français. Elle préfère mettre en avant les modèles suédois et allemand. Selon elle, il ne s'agit pas de liquider l'Etat-providence pour s'aligner sur les standards minimums du néolibéralisme, mais d'aménager un système de protection sociale financièrement soutenable. Les aménagements doivent être entrepris dès à présent, alors que les taux d'emprunt de la France sont historiquement bas. L'attentisme pourrait entraîner plus tard des réformes drastiques contraintes si les marchés se mettaient à attaquer l'Hexagone.

L'auteure, qui vit en France, tire ses conclusions de son expérience de terrain et en faisant appel à de nombreux rapports. Elle fait part de ces conversations avec des entrepreneurs français, mais ne mobilise pas d'économistes et ne cite pas de travaux universitaires. Elle donne une interprétation de la situation économique de la France en appliquant une logique essentiellement comptable (rapports de la Cour des Comptes, rapport Pébereau sur la dette publique). En comparaison avec d'autres pays européens, les chiffres sont sans appel, il serait urgent d'agir. Une économie dynamique et un système de protection sociale efficace seraient-ils uniquement l'affaire de chiffres ?

Au cours de sa présentation orale, Sophie Pedder a reconnu avoir décelé un "début de prise de conscience" dans les mesures budgétaires récentes prises par le gouvernement français. La France fait "preuve de réalisme, elle s'engage dans la bonne direction."

Un style provocateur

La journaliste britannique conclut régulièrement ses paragraphes énumérant les "privileges" par des exclamations : "les Français n'ont encore rien vu !" ou "quel bonheur d'être Français !". Les formules n'évitent pas toujours la caricature, quand l'auteure parle de la "la culture française du mépris du travail" ou de "l'institutionnalisation de l'assistanat d'une partie de la population active".

Sophie Pedder dénonce aussi le poids du secteur public, devenu "insoutenable", source "d'emplois à vie". Il faudrait diminuer la dépense publique, car "les

limites sont atteintes en ce qui concerne une hausse de la fiscalité." Selon Sophie Pedder, les riches sont déjà trop lourdement taxés, même si elle n'analyse pas comment les niches fiscales et l'évasion fiscale permettent d'échapper aux taxations. Il est aussi regrettable que la révision générale des politiques publiques (RGPP), le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux dans la fonction publique d'Etat, et leur impact, ne soient pas développés dans son texte. Lorsqu'elle attaque la "hausse de près de 50% de l'emploi dans les collectivités locales. Une folie !", elle omet de préciser les transferts de compétences qui ont eu lieu dans le cas de l'acte II de la décentralisation. La France, qui "refuse de voir la réalité en face", donc la catastrophe à venir, peut-elle inventer sa propre voie ?

Le déni français apporte sa contribution, critiquable, dans le débat sur la réinvention du modèle social. Le livre entend mobiliser les esprits et appelle le changement, sans proposer de solutions politiques, qui, selon l'auteur, ne relèvent pas du travail de journaliste.